

## DÉSORDRES, RÉSISTANCES ET PRODUCTIVITÉ\*

*Dans une large mesure, ce numéro de Politique africaine renoue avec la tradition de « dispute » (au sens scolastique du terme) qui avait caractérisé les premières années de la revue. Comment pouvait-il en être autrement, s'agissant d'une problématique aussi vague et imprécise que celle de la violence en Afrique subsaharienne. Véritable boîte à Pandore, la notion elle-même se prête difficilement à définition, et il n'y a guère unanimité sur la meilleure façon de la documenter empiriquement.*

### **Le pouvoir à l'état brut**

---

*Mais le flou de la notion et l'élasticité de l'objet d'étude n'expliquent pas à eux seuls le ton général du numéro. Qu'on le veuille ou non, la réalité de la violence en Afrique est massive. Des pratiques, multiformes, ont cours. Certaines sont suffisamment formalisées et routinières pour qu'on puisse les identifier et les décrire. Des institutions existent et elles les administrent ; des organisations les amplifient, et une série de normes participent à leur reproduction, sur la grande et la petite échelle. D'autres procédures sont « informelles », « extra-coutumières » ou trop fluides pour faire l'objet d'un discours péremptoire. Toutes ces formalités de la violence ne sont pas d'origine étatique. Certaines sont officielles. D'autres prospèrent à l'ombre des structures familiales, ecclésiales, éducatives et associatives : dans les lieux de travail ou dans la luxuriance des lieux de socialisation caractéristiques de la postcolonie.*

*D'autres encore ont émergé à l'interstice du légal et du para-légal, du gouvernemental et du non-gouvernemental. Dans plusieurs cas, la machinerie de la mort — organiquement liée aux activités criminelles de l'État ou résultant de sa décomposition — prospère en partie grâce à la « coopération » des « pays amis » (France, Israël, États-Unis, Grande-Bretagne et, récemment encore, l'Union soviétique et les dicta-*

souvent avec « l'assistance technique étrangère », se sont, en effet, rendu maîtres des instruments de la peine et de la torture. Ils les ont « domestiqués » et ils n'hésitent point à les déployer contre leurs congénères. Des autocrates ont recruté des courtiers ou loué des bandits (autochtones ou non) pour assurer le monopole de l'extraction des ressources rares et garantir la circulation des prébendes. Pendant ce temps, la soldatesque vit sur l'habitant, fabrique la terreur, invente des complots et fait régner l'insécurité tout en exigeant le prix fort pour une protection de plus en plus évanescence.

A l'ombre de la postcolonie ont ainsi grandi des monstres. Protégée par le grand portrait du « Guide providentiel » qui pend sur tous les murs et, parfois, aux carrefours des grandes artères, dans les pénitenciers et les centres de torture, la soldatesque (policiers prévaricateurs, préposés à la délation, contrôleurs d'identité, gendarmes, hommes en kakis, « mange-mille », troupes de gueux, milices de tous genres) soumet les gens du commun à une série de coercitions directes et s'empare de ce à quoi elle n'a pas droit. Il ne s'agit plus, à proprement parler, ni de rendre dociles les corps des sujets, ni de produire l'ordre. Ici, il n'est plus seulement question du fouet et des bastonnades dont on sait qu'ils rythment la vie des pénitenciers africains, des commissariats de police, des centres de rééducation et autres maisons. Il s'agit

*Que, dans ces conditions, la présente livraison ne puisse pas toujours se départir d'une saine révolte devant ce qui, apparemment, relève de l'absurde ; qu'elle n'hésite pas à porter des jugements de valeur, à esquisser des comparaisons hasardeuses et à formuler des remarques un tantinet moralisantes ou téléologiques ne saurait surprendre. C'est le contraire qui eût étonné. La violence a, en effet, une épaisseur humaine telle qu'il est difficile d'en parler en faisant l'impasse sur des interrogations fondamentales, que celles-ci portent sur les problèmes de légitimité, d'éthique ou, plus simplement, de construction de l'ordre social. Pis, elle produit la mort : à petit feu ou, souvent, à forte dose. Elle constitue donc un aspect structurant de la postcolonie. Dans un sens, on doit dire de la postcolonie qu'elle est un régime particulier de production de la mort et d'invention du désordre.*

*Mais ceci est-il vraiment propre à l'Afrique ? La « grande mort »*

on peut craindre qu'il n'ait, plus que jamais, les coudées franches main-  
tenant que l'éboulement du communisme n'est plus là pour le distancier

et pour disperser son énergie — n'a, en effet, jamais pu se traduire  
dans le réel qu'au prix de la mise en œuvre d'une extraordinaire folie  
destructive (que ce soit en vies humaines, en infrastructures ou en iden-  
tités nationales).

### **Du gouvernement en postcolonie**

Il s'agissait de contribuer au débat — qui fait rage chez les poli-  
tistes et les « experts du développement » anglo-saxons et francophones  
— sur les réformes économiques en cours. Ces réformes — dont les pro-  
grammes d'ajustement structurel sont une des pièces centrales — visent,  
nous dit-on, à « dé-marginaliser » l'Afrique grâce à l'extension, dans  
cette contrée, du mode de production capitaliste et d'une économie fon-  
dée sur les lois du marché et des avantages comparatifs. Il n'est pas  
besoin d'insister sur les faiblesses que présente cette façon de poser le  
problème. D'une part, elle « invente », presque de toute pièce, une sorte  
d'espace négatif, l'Afrique, que l'on ne définit jamais que par ce qu'elle  
n'est point, ou n'est pas encore (c'est-à-dire, en référence à un modèle idéal  
posé arbitrairement) au lieu de l'être par ce qu'elle est effectivement (7).

(6) Cf. M. Taussig « Violence and Resistance in the Americas : The Legacy of Con-  
quest », *Journal of American Studies*, t. 23, n° 1, 1989, pp. 1-27.

« Taming the African Leviathan : Political Reform and Economic Recovery », et  
« The African Leviathan », *Journal of Modern African Studies*, t. 28, n° 1, 1990, pp. 1-27.

(7) Deux exemples récents de cette littérature de « pleureuses » : R. Sandbrook,

*Journal*, vol. VII, n° 4, 1990, pp. 673-702 et 703-732 respectivement.

*D'autre part, cette « invention » est faite de telle façon qu'au bout de l'opération, la nécessité de l'ajustement et du marché capitaliste apparaît comme allant de soi et comme n'ayant aucunement besoin d'une légitimation autre que celle qu'elle s'auto-confère. Enfin, toute cette opération se veut exclusivement « technique », c'est-à-dire « apolitique ». Puisqu'elle se situe au-delà des contingences de l'histoire, des contextes et des agents, des structures sociales et des formations culturelles, elle ne se soucie guère des conséquences de ses interventions.*

*De ce point de vue, l'universalité du capitalisme et du marché du même nom va sans dire. Le capitalisme et le marché du même nom sont supposés fonctionner partout, de la même façon, compte non tenu des histoires particulières, des rationalités locales, des structures locales de pouvoir, des réseaux de significations à partir desquels les agents se constituent en sujets. L'agent économique est, partout, supposé décider sur la base d'un calcul des utilités (minimiser les pertes et les risques et maximiser les avantages). Les « utilités » elles-mêmes sont définies dans un sens étroitement économiciste, et les contraintes externes sont volontairement minimisées. Ce que l'analyste ne comprend pas est mis sur le compte de l'« irrationalité » des Africains, de ce que l'on*

table et fort gratuit — selon lequel : gouverner les hommes tout comme produire et amasser les biens sont indissociables de modalités spécifiques de répartition et de modulation de la violence. Si tel est le cas, le problème auquel l'Afrique doit faire face est de savoir comment répartir (moduler) la violence de telle façon que le résultat soit, à la fois, un accroissement de la productivité (et des possibilités d'accumulation interne) et — paradoxalement — un surcroît de légitimité pour l'État et ceux qui le dirigent (surcroît de légitimité qui, au bout du compte, est supposé accroître l'efficacité du pouvoir et diminuer les potentialités de rébellion, de guerre et de désordres).

*son rapport avec le politique en Afrique, loin des poncifs colportés dans la littérature des « pleureuses ». Or, les politiques en cours — dont on sait bien qu'elles interviennent directement dans la structuration de l'économie de la violence (les politiques d'ajustement structurel entre autres)*